

Brochure n° 3084

Convention collective nationale

IDCC : 1431. – **OPTIQUE-LUNETTERIE
DE DÉTAIL**

(10^e édition. – Janvier 2005)

**AVENANT DU 16 FÉVRIER 2006
RELATIF AUX NÉGOCIATIONS PROFESSIONNELLES**

NOR : *ASET0650480M*

IDCC : *1431*

Les parties signataires conviennent de modifier les articles 4 et 5 de la convention collective.

L'article 4 actuel « Négociations professionnelles » est modifié et complété comme suit :

Article 4

A. – Négociations professionnelles

Textes sans changement pour les 6 alinéas existants.

B. – Composition des délégations

La délégation des organisations syndicales affiliées à une confédération reconnue représentative au plan national se constitue librement, dans la limite de 3 personnes par sigle confédéral.

C. – Conditions de participation des salariés de la branche

Les salariés des entreprises de la branche qui sont désignés par leur organisation syndicale pour participer aux négociations doivent informer leurs employeurs respectifs dès réception de l'invitation à une réunion.

Le temps passé par les délégués salariés des entreprises de la branche à la participation des réunions décidées paritairement y compris celles de la commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle

(CPNE-FP) ainsi que le temps de déplacement sont assimilés à du temps de travail effectif et rémunérés comme tels, dans la limite d'un salarié par organisation syndicale dans les entreprises de moins de 20 salariés.

Les frais de déplacement de 2 représentants par organisation syndicale sont pris en charge, sur justificatifs (documents originaux transmis au secrétariat de la convention collective nationale), sous réserve des maxima suivants :

- transports :
 - transports urbains, y compris hors Ile-de-France en cas de carence des transports urbains ;
 - frais de parking ;
 - billet SNCF seconde classe et tarif aérien négocié, au-delà de 500 kilomètres ;
 - tarif du barème fiscal kilométrique pour un véhicule de 7 CV pour les trajets automobiles, dans la limite de 200 kilomètres aller-retour, avec la possibilité de remplacer, à coût inférieur ou équivalent, les frais de transport par la prise en charge d'un repas et d'un hébergement :
 - repas : 6 fois le minimum garanti (1) ;
 - hébergement : 30 fois le minimum garanti (1).

Article 5

Droit syndical

Suppression des 6^e, 7^e et 8^e alinéas.

Fait à Paris, le 16 février 2006.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

Union des opticiens (UDO) ;
Syndicat des opticiens sous enseigne (SYNOPE) ;
Fédération nationale des opticiens de France (FNOF).

Syndicats de salariés :

Fédération nationale de l'encadrement, du commerce et des services, fédération commerce, distribution, services CGT ;
Fédération des employés et cadres CGT-FO ;
Fédération nationale de l'encadrement du commerce et des services (FNECS) CFE-CGC ;
Fédération des services CFDT ;
Fédération commerce, services et force de vente (CSFV) CFTC.

(1) Valeur du minimum garanti au 1^{er} juillet 2005 : 3,11 €.